Date de publication : 19/09/2025

Appui technique international

Lettre d'information nº 24, septembre 2025

Sommaire

- Projets européens PAS II-ECOBUSAF et SOCSTAF : la dernière ligne droite :
  - Présentation en ligne et formation de formateurs à la nouvelle version du logiciel ERETES
  - Favoriser l'innovation dans les systèmes statistiques africains : une visite d'étude post-hackathon à l'Insee qui change la donne !
  - Missions d'évaluation des projets ECOBUSAF et SOCSTAF à Maurice et en Côte d'Ivoire
- Encourager le partage de bonnes pratiques en matière d'innovation dans la statistique publique africaine
- Rwanda : échanges sur la gouvernance du système statistique publique
- Mieux évaluer la pauvreté et la vulnérabilité à Maurice
- Présentation du modèle Ines à une délégation tunisienne
- Maroc : poursuite de la modernisation des comptes nationaux du Haut-Commissariat au Plan
- Un appui pour améliorer le répertoire turc des entreprises
- Présentation de Sirus à l'Institut national statistique de Mongolie
- Renforcement de la coopération avec l'Institut national de la statistique du Cambodge dans le cadre du jumelage financé par l'UE
- La France au rendez-vous annuel des instituts nationaux et organisations statistiques du monde entier
- Réunion annuelle des responsables de la coopération statistique des INS des Etats membres de l'UE

Projets européens PAS II-ECOBUSAF et SOCSTAF : la dernière ligne droite :

Alors que les projets ECOBUSAF et SOCSTAF arrivent à leur terme fin octobre 2025, des activités nombreuses et emblématiques se sont déroulées ce 1er semestre : plusieurs missions sur l'outil ERETES ont eu lieu, tant pour son implantation dans de nouveaux pays (Liberia, Madagascar, Tunisie) que pour le test de la nouvelle version (Sénégal, Cap-Vert). Deux ateliers ont été consacrés au développement de cette nouvelle version qui a été présentée à l'ensemble des utilisateurs lors d'un atelier en ligne et a fait l'objet d'un examen approfondi à l'occasion d'un atelier de formation de formateurs. Dans le domaine des statistiques sociales, l'événement phare a été la visite d'étude organisée pour les vainqueurs du hackathon qui s'était déroulé en avril 2024. Une mission d'appui sur la mise en place d'un suivi de l'emploi informel a également eu lieu à Mbabane (Eswatini).

Enfin, il est maintenant temps pour les coordinateurs des deux projets (Insee et Statistics Denmark) de démarrer l'évaluation des projets démarrés au printemps 2022. Une enquête en ligne est en cours tandis que deux missions d'évaluation se sont déroulées dans des pays activement impliqués dans les projets : Maurice et la Côte d'Ivoire.

Les représentants des comptables nationaux de l'INS du Libéria et Alice Tchang (Insee)

Présentation en ligne et formation de formateurs à la nouvelle version du logiciel ERETES

Un atelier de présentation en ligne, animé par l'équipe technique ERETES de l'Insee, s'est tenu sur quatre demi-journées de février. Cet atelier a réuni des comptables nationaux de vingt-six instituts nationaux de statistiques des pays de l'Union africaine utilisateurs d'ERETES, ainsi que des experts de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de la Banque africaine de développement et de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Près de 130 connexions simultanées ont été enregistrées au plus fort de l'affluence, avec de nombreux échanges entre l'équipe technique ERETES et les experts participant à cet atelier.

La nouvelle version d'ERETES est désormais disponible en portugais et arabe en plus des français, anglais et espagnol. Elle offre aussi plusieurs améliorations majeures et de nouvelles fonctionnalités dans trois domaines :

- L'équilibrage semi-automatique des équilibres ressources-emplois afin d'obtenir une estimation plus rapide de l'approche demande du produit intérieur brut (PIB) ;
- Les comptes de patrimoine permettant aux pays qui le souhaitent d'atteindre le dernier jalon de l'échelle internationale en matière de comptes nationaux ;
- La rétropolation pour recalculer et diffuser plus rapidement des séries longues des comptes nationaux annuels, alignées sur les nouvelles méthodes définies lors d'un changement d'année de base.

Afin d'assurer un déploiement optimal de la nouvelle version d'ERETES, l'Insee a organisé en mai, en collaboration avec l'Institut de statistique de l'Union africaine (**Statafric**), un atelier de formation de formateurs à Tunis. Cet atelier a rassemblé des experts issus des instituts nationaux de statistiques de neuf pays africains (Bénin, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Maroc, Mauritanie, Sénégal et Togo) ainsi que des experts en comptabilité nationale de Statafric, de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (**Afristat**) et de la Banque africaine de développement.

Ces experts sont chargés de former les équipes de comptables nationaux de leur propre pays avant de réaliser le même exercice auprès des autres pays utilisateurs.

Au cours de l'atelier, les participants ont pu découvrir en détail les principales améliorations de la nouvelle version d'ERETES ainsi que les nouvelles fonctionnalités développées. Les échanges ont également porté sur les scénarios d'implantation de la nouvelle version, la documentation technique à produire et l'adaptation des formations aux besoins spécifiques de chaque pays.

En clôture, une attestation de formation a été remise à chaque stagiaire par M. Adoum Gagoloum, chef de la division des Statistiques économiques à Statafric.

Les développements et les tests de la nouvelle version d'ERETES se poursuivront en 2025 avant son déploiement début 2026.

Favoriser l'innovation dans les systèmes statistiques africains : une visite d'étude post-hackathon à l'Insee qui change la donne !

Du 17 au 20 février, un groupe de statisticiens talentueux s'est réuni à l'Insee pour célébrer le succès du **hackathon 2024 PAS II-SOCSTAF**. Cette initiative a rassemblé les équipes gagnantes, du Bureau national des statistiques du Nigéria (**NBS**), de l'Agence nationale de la statistique de Côte d'Ivoire (**ANStat**), ainsi que des représentants de la **Direction de la statistique agricole du Bénin** et de l'Institut national de la statistique du Rwanda (**NISR**).

💡 Au cours de la visite, ces équipes ont eu l'occasion unique d'explorer les travaux de pointe, en matière de traitement alternatif des données, de l'Insee et des services statistiques des ministères : **Dares - ministère chargé du travail**, Commissariat général au développement durable (**CGDD**), **ministère chargé de l'agriculture**. Les principales discussions ont porté sur l'exploitation des informations issues de l'analyse textuelle, le webscraping et l'extraction de données à partir de documents administratifs publics - des innovations qui pourraient modifier la façon dont nous comprenons et utilisons les statistiques dans le monde entier.

🚀 À **PARIS21**, les participants au hackathon ont présenté les solutions innovantes qu'ils ont développées, tandis que PARIS21 a partagé ses propres innovations dans le domaine de la transformation statistique.

🔍 La visite s'est terminée par un atelier collaboratif visant à concevoir un guide méthodologique pour l'organisation de futurs hackathons. Cette initiative s'inscrit dans un effort plus large visant à rassembler les meilleures pratiques de l'ensemble du continent africain, et qui s'appuie sur les recommandations de l'UNECA formulées lors de la **9e réunion de la Commission statistique des Nations unies pour l'Afrique** en 2024.

Que ressort-il de cette expérience ? Les instituts nationaux de statistique africains s'engagent sur la voie d'un changement de grande ampleur - ouvrir tout le potentiel des sources de données alternatives, à la fois administratives et privées, pour conduire à des décisions éclairées et au développement durable.

Les participants à la visite post hackathon, représentant l'ANSD de Côte d'Ivoire, le NBS du Nigeria, l'INStaD du Bénin, Statistics Norway et l'Insee

Missions d'évaluation des projets ECOBUSAF et SOCSTAF à Maurice et en Côte d'Ivoire

Les coordonnateurs des projets SOCSTAF (Statistics Denmark) et ECOBUSAF (Insee) ont mené deux missions d'évaluation à Statistics Mauritius (Maurice) et à l'Agence nationale de la Statistique de Côte d'Ivoire (ANStat). Objectif : mesurer les apports des composantes du projet PAS II auprès de ces deux instituts, engagés dans diverses activités.

Statistics Mauritius a participé à des activités de renforcement des répertoires d'entreprises, à travers sa participation à des ateliers multi-pays, des missions d'expertise bilatérales et l'accueil d'une visite d'étude. L'institut a également présenté ses travaux sur les comptes satellites du tourisme lors de séminaires, et suivi plusieurs formations en ligne.

L' ANStat, quant à elle, a été accompagnée dans la mise en place de comptes économiques régionaux et dans la refonte de son système de suivi de l'emploi, incluant une enquête trimestrielle. Elle a aussi figuré parmi les deux premiers lauréats du hackathon de 2024, ce qui lui a permis de faire une visite d'étude à l'Insee sur l'usage de sources alternatives de données.

Les deux instituts se disent très satisfaits de leur participation aux projets. Ils soulignent la richesse des échanges avec les experts européens et les retombées concrètes de leur implication : amélioration du répertoire pour Statistics Mauritius, capacité de production autonome de comptes régionaux pour l'ANStat. Ils ont également salué la large gamme des formations proposées par l'INE-Espagne, tout en reconnaissant le manque de motivation à participer à ces formations en ligne, parfois exigeantes, et exprimé le besoin d'un accompagnement plus structuré, associant apprentissage à distance, sessions en présentiel et appui individualisé.

Au-delà des acquis techniques, ces projets posent les bases d'une coopération Sud-Sud ambitieuse, fondée sur le partage d'expériences entre pairs africains. Ils font aussi émerger des enjeux communs : mobilisation des données administratives pour les besoins de la statistique officielle, développement des comptes satellites et régionaux, gestion des données et structuration des processus via le GSBPM, ou encore valorisation des hackathons comme outil de pilotage, d'innovation ou de renforcement des capacités

Encourager le partage de bonnes pratiques en matière d'innovation dans la statistique publique africaine

Avec la collaboration de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (**AFRISTAT**), l'Insee a organisé en avril une visite d'études sur l'innovation dans la statistique publique en Afrique. Outre la présentation de plusieurs laboratoires publics français, dont le **SSP Lab** de l'Insee, cet événement a permis d'évoquer la formation et la recherche menées dans ce domaine à l'École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (**ENSAE**) et au Groupe des écoles nationales d'économie et statistique (**Genes**) et d'échanger sur les pratiques, les difficultés et les choix stratégiques. En plus de l'Agence nationale de la statistique de Côte d'Ivoire (**ANStat**), dont une délégation a participé en présentiel, l'**INS du Cameroun**, la **Banque africaine de développement** et l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal (**ANSD**) ont assisté aux travaux à distance. Le Directeur général de l'Insee a en outre reçu ses homologues d'Afristat et de l'Agence nationale de la statistique de Côte d'Ivoire.

Une des finalités de l'événement est d'encourager les échanges en réseau entre pairs, nécessaires en matière d'innovation.

De gauche à droite : Olivier Biau, Chef du département Coordination statistique et internationale (Insee), Thiekoro Doumbia, Directeur général de l'ANStat, Jean-Luc Tavernier, Directeur général de l'Insee, et Paul-Henri Nguema Meye, Directeur général d'Afristat

Rwanda : échanges sur la gouvernance du système statistique publique

En janvier et février, sur demande de l'Institut national de la statistique du Rwanda (**NISR**), une série de trois visio-ateliers a été organisée pour présenter l'organisation du système statistique public français au management supérieur de l'institut rwandais . Pendant ces séances, des présentations du Conseil national de l'information statistique, du Comité de label et de l'Autorité de la statistique publique ont donné lieu à des échanges sur le fonctionnement de ces instances dans la pratique, sur leur cadre juridique et l'organisation des travaux.

Mieux évaluer la pauvreté et la vulnérabilité à Maurice

En avril 2025, l'Insee a participé au deuxième volet d'un projet, fruit d'une collaboration entre **Expertise France** et **Maurice Stratégie**, qui vise à mieux caractériser la pauvreté et la vulnérabilité à Maurice avec les données de la statistique publique. Après une première mission en 2024, l'expert de l'Insee, accompagné par une économiste de l'Université de Maurice, a présenté et facilité l'application d'une méthode d'examen indirect des ressources comme méthode de ciblage pour identifier les ménages les plus pauvres. Cette méthode, qui a fait ses preuves dans d'autres contextes africains, a été testée sur les données locales, ce qui permet d'évaluer le niveau de vie à l'aide de variables observables et vérifiables.

Présentation du modèle Ines à une délégation tunisienne

En janvier, le modèle de micro-simulation **Ines** a été présenté à une délégation tunisienne composée de représentants du ministère de l'Économie et de la planification et de l'Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (**ITCEQ**). Cette visite à Paris s'inscrivait dans le cadre du projet européen **Savoirs-Eco en Tunisie**, dans lequel l'Insee est partie prenante. Elle visait à soutenir une réflexion autour de la réforme des modèles d'aide à la décision et de prévision utilisés actuellement par ces institutions et comprenait, outre l'Insee, des échanges avec la Direction générale du Trésor, France Stratégie et l'Agence française de développement.

Maroc : poursuite de la modernisation des comptes nationaux du Haut-Commissariat au Plan

Une mission à Rabat a prolongé les grandes avancées des travaux engagés avec l'Insee depuis 2023 sur les comptes nationaux du Maroc : comptes de patrimoine et économie numérique. Pour les premiers, le département des Comptes nationaux de l'Insee a mis à disposition du Haut-Commissariat au Plan (HCP) le programme informatique du modèle d'inventaire permanent, facilitant lors de la mission d'expertise l'évaluation des actifs fixes produits, après adaptation du programme au contexte marocain. Les progrès sur l'ensemble des comptes de patrimoine visent d'ici la fin de l'année à une estimation des patrimoines à fin 2014. Une phase de généralisation, sur la base 2022 cette fois, doit pouvoir démarrer en 2026.

Concernant l'économie numérique, d'ici fin 2025, le HCP devrait disposer d'une première version d'un compte satellite, sur l'année 2014. Elle comprendrait en particulier les tableaux relatifs aux optiques « utilisateurs » et « producteurs », l'évaluation de la dépense nationale au titre de l'économie numérique en proportion du PIB mais également en termes de valeur ajoutée et d'emploi.

C'était la 4e mission menée au HCP dans le cadre du projet.

Un appui pour améliorer le répertoire turc des entreprises

Dans le cadre d'un projet européen, une mission de l'Insee s'est tenue en avril à **TurkStat**, l'Institut national de statistiques de Turquie, cette mission portant sur le domaine des statistiques et des répertoires d'entreprises. L'accent a notamment été mis sur les similitudes entre les répertoires français (et européens) et turcs, ainsi que sur l'identification des groupes, en lien avec leur potentiel d'amélioration des répertoires. Il a été souligné que le profilage, dont la méthodologie française présentée a suscité un grand intérêt, est l'objectif à long terme de TurkStat.

Présentation de Sirus à l'Institut national statistique de Mongolie

Le répertoire d'entreprises Sirus a été présenté à l'institut statistique mongol, le **National Statistics Office of Mongolia**. Si celui-ci utilise des recensements économiques, il souhaite désormais davantage se baser sur des sources administratives, notamment pour le prochain recensement, prévu en 2026. Les échanges avec l'Insee visaient à explorer cette voie, ainsi qu'à prendre connaissance des avantages d'un répertoire inter-administratif comme Sirus. Outre celui-ci, les échanges ont donc également porté sur l'intégration des données administratives et le profilage.

Renforcement de la coopération avec l'Institut national de la statistique du Cambodge dans le cadre du jumelage financé par l'UE

Trois missions clés et une visite ont été menées dans le cadre du renforcement des capacités du système national statistique du Cambodge. Ces activités s'inscrivaient dans un jumelage européen avec l'Institut national de la statistique du Cambodge (**NIS**), piloté par l'Istat (Italie). L'Insee y joue un rôle clé en tant que responsable de la composante 1, dédiée à la gouvernance du NIS et à la coordination du système statistique cambodgien. Ces missions ont permis d'avancer sur plusieurs volets stratégiques, allant de l'élaboration de conventions d'échange de données à la définition des stratégies de diffusion et de communication du NIS.

En février, puis mai, deux missions se sont succédé, d'abord pour poser les premières bases de la formalisation des échanges de données entre le NIS et des services ministériels : l'inventaire détaillé des données reçues et transmises par les différents départements du NIS a été dressé. Ensuite, elles ont permis la rédaction des conventions d'échange, pour lesquelles un dialogue constructif a été engagé avec deux ministères partenaires : celui de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, et celui de l'Économie et des Finances. Ces entretiens ont facilité une meilleure compréhension des attentes et des contraintes de chacun en matière de données statistiques.

En juin, la 3e mission a porté sur deux axes complémentaires : d'une part, l'analyse du fonctionnement des groupes de travail thématiques existants et l'identification de nouveaux ; d'autre part, la définition de stratégies de diffusion et de communication adaptées aux différents publics utilisateurs. Cette approche intégrée vise à renforcer la visibilité des productions statistiques et à améliorer leur appropriation.

Enfin, en juin également, l'Insee a accueilli une délégation du NIS. La rencontre visait à consolider les partenariats institutionnels et à partager les pratiques en matière de gouvernance statistique, dans un contexte où l'organisation du NIS a subi une profonde transformation depuis le début de l'année 2025.

🔍 Pendant cinq jours, les échanges ont été riches et constructifs. Les équipes de l'Insee et plusieurs acteurs du système statistique public français ont partagé leurs expériences sur :

- l'organisation interne de l'Institut (prise de décision, programmation, formation des cadres),
- la communication,
- les projets innovants,
- les relations entre l'Insee et les services statistiques ministériels,
- le rôle central du CNIS et de l'ASP.

👥 La délégation a également été reçue par la **DREES** (ministère de la Santé), qui a présenté ses travaux et ses coopérations avec l'Insee, ainsi que par **Vital Strategies**, une ONG internationale basée à Paris, partenaire du NIS sur les statistiques vitales.

Une visite marquée par des échanges nourris, des partages d'expertise et une volonté commune de renforcer la qualité et la gouvernance des systèmes statistiques.

De gauche à droite : M. Lay Chhan, Directeur général adjoint du NIS, HE Try Ritthea, Directeur général du NIS, Jean-Luc Tavernier, Directeur général de l'Insee, Oriana Daniele, conseillère résidente du jumelage avec le NIS, Olivier Biau, chef du département Coordination statistique et internationale et Dominique Francoz, responsable de la composante gouvernance du jumelage avec le NIS (Insee)

Les représentants du NIS du Cambodge et de l'Insee

La France au rendez-vous annuel des instituts nationaux et organisations statistiques du monde entier

La France, représentée par l'Insee, était présente à la 56e réunion de la Commission statistique des Nations Unies à New York (4-7 mars). Parmi les temps forts : l'adoption du SCN 2025, qui offre un cadre modernisé intégrant la numérisation et les enjeux environnementaux, avec notamment la reconnaissance des données comme actifs ; l'évaluation des ressources naturelles et la prise en compte de leurs coûts d'épuisement dans le calcul du produit intérieur net. Le cycle de recensement de la population 2025-2034, dit « Recensement 2030 », a également été validé. Le précédent cycle 2020 avait été impacté par la crise sanitaire, avec un taux de couverture mondiale de 85 % (204 pays recensés), soit une baisse de 8 points et 10 pays en moins par rapport à 2010.

Un autre temps fort a été l'approbation du mandat du comité consultatif sur les principes fondamentaux de la statistique publique, conçu pour renforcer leur respect à l'échelle mondiale. Inspiré du Conseil consultatif européen pour la gouvernance statistique (**ESGAB**), ce comité aura pour mission d'examiner les cas de non-respect de ces principes.

Enfin, la Commission a abordé de nombreux autres sujets, notamment l'importance croissante de la science des données. La France contribue activement à cette dynamique internationale avec la mise en place d'une instance Onyxia au sein de la plateforme mondiale de données des Nations unies (**UN Global Data Platform**).

Cette réunion a aussi favorisé les échanges et les partenariats dans le cadre des actions de coopération de l'Insee, avec plusieurs instituts nationaux de statistique (Jordanie, Maroc, Moldavie, Mongolie, Oman…), ainsi qu'avec des organisations internationales et régionales comme Statafric, la Banque mondiale et les commissions économiques des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes et pour l'Afrique.

Réunion annuelle des responsables de la coopération statistique des INS des Etats membres de l'UE

L'Insee a récemment pris part à la réunion annuelle regroupant les responsables de la coopération technique internationale des Instituts nationaux de statistique (INS) des États membres de l'Union européenne, ainsi que des pays candidats et voisins situés en Europe. Cet événement a constitué une occasion privilégiée pour faire un point complet sur l'actualité d'Eurostat et du système statistique européen, ainsi que sur les dynamiques en cours autour du voisinage oriental de l'UE.

Parmi les sujets majeurs abordés, l'état d'avancement des processus d'adhésion des pays candidats – Moldavie, Ukraine, Monténégro, Serbie et Albanie – a été largement discuté, notamment au regard de la coopération statistique engagée avec ces pays. Cette coopération s'étend également à une sphère plus large, incluant les pays du voisinage européen, ainsi que des régions d'Asie centrale, du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et subsaharienne. Un focus particulier a été mis sur la collaboration entre les INS des pays baltes, soulignant l'importance d'un travail conjoint et d'une communication renforcée pour la mise en œuvre des actions de coopération.

L'événement a également permis de faire le point sur de nouvelles initiatives en matière d'actions de renforcement des capacités statistiques : l'Insee a présenté le hackathon organisé dans le cadre du Programme panafricain de statistique (PAS II). Enfin, les INS d'Ukraine et d'Albanie ont partagé leurs expériences récentes, témoignant de l'impact des crises majeures sur la production statistique : en Ukraine, le conflit armé a profondément affecté leur travail, tandis qu'en Albanie, une cyberattaque survenue en janvier 2024 a gravement perturbé l'infrastructure informatique de l'INS.

Cette réunion a ainsi illustré la vitalité et la solidarité du réseau statistique européen élargi, qui continue de s'adapter aux défis géopolitiques et technologiques actuels.

Pour en savoir plus

› **Archives des Lettres d'Appui technique international**